



13 février 2013

## Val-Jalbert... inacceptable!



*Voici un article conjoint des présidents des 4 unités syndicales d'Hydro-Québec publié dans L'Aut'journal du 7 février 2013 (Réjean Porlier-SCFP 957, Richard Perreault-SCFP 1500, Ginette Paul-SCFP 2000, Benoît Bouchard-SCFP 4250)*

Lorsque nous avons dénoncé le recours à la petite production privée au Québec, d'abord parce que ça trahissait l'engagement de l'élection référendaire de 1963 qui a mené à la nationalisation de l'hydro-électricité, on nous a traités de corporatistes.

Nous dénonçons particulièrement le caractère privé des projets, mais aussi le fait que les contrats étaient secrets. Nous prétendions aussi qu'Hydro-Québec n'avait pas besoin de cette énergie.

Comment pouvons-nous sérieusement parler de développement durable lorsque pour 2, 5, 10, 16 ou même 40 mégawatts, on bétonne une rivière, sachant que cela n'aura absolument aucun impact sur la réalisation des grands projets qui suffisent à la demande?

Nous avons toujours dénoncé cette filière, qui, de notre avis, servait davantage les intérêts politiques qu'énergétiques. Tout le monde voulait son petit barrage dans sa cour et les politiciens n'avaient qu'à passer la commande à la société d'État.

Les présidents d'Hydro-Québec ont toujours été formels à ce sujet : « La commande est politique », bien conscients que ces projets n'apportaient aucune plus-value à la sécurité énergétique.

Des contrats garantis d'achat sur de très longues périodes, sans le moindre risque... On peut comprendre la frénésie.

Les partis politiques se sont succédé et les partisans de cette filière ont toujours refait surface, les premiers promettant devant la controverse suscitée qu'il s'agissait de la dernière vague de projets.

Val-Jalbert ne sera pas différent des autres. On promet encore une fois que ce sera le dernier, mais détrompez-vous, il y en aura bien d'autres. Imaginez, si c'est possible sur un site patrimonial classé...

Lorsque nous avons mené la bataille pour la nationalisation de l'énergie éolienne, on nous a aussi traités de corporatistes. Nous dénonçons encore une fois le caractère privé des projets nous distançant encore davantage des ambitions de René Lévesque, mais nous en avons aussi contre un déploiement

complètement anarchique de la filière, contre des coûts de production élevés, en partie à cause de la fragmentation des appels d'offres et du manque de vision du gouvernement.

L'occasion était excellente d'exiger que les turbines soient construites au Québec plutôt qu'uniquement des pièces de structure, ce qui aurait créé chez nous des emplois de bonne qualité.

Encore une fois, la petite politique a pris le dessus, chacun en voulant dans sa cour avec espoir d'en retirer le magot, et le gouvernement s'est prêté au jeu. Plusieurs ont été déçus et c'est plutôt la controverse qui s'est installée à gauche et à droite, à l'image des petites centrales privées.

Et voilà, le rideau est tombé: comme l'explique Pierre Couture dans le Soleil du 15 janvier dernier (« Les surplus d'Hydro-Québec vont coûter une fortune »), la société d'État devra acheter de l'énergie dont elle n'a pas besoin à un prix passablement plus élevé que celui auquel elle peut la revendre, avec pour conséquence une perte annuelle d'environ 500 millions de dollars. On parle d'une facture qui pourrait atteindre 4,5 milliards d'ici 2020.

Depuis quelque temps, certains acteurs économiques s'appliquent à dénoncer la prétendue inefficacité de notre société d'État. Le dernier en liste, l'économiste Pierre Fortin dans un article de L'Actualité daté du 15 décembre dernier intitulé « Legault a raison », reprend l'étude de Claude Garcia qui compare les effectifs d'Hydro-Québec à ceux d'autres entreprises d'électricité en Amérique du Nord.

Nous avons vu la réponse du PDG d'Hydro-Québec, Thierry Vandal, à l'article de Pierre Fortin; il défait une à une les comparaisons très hasardeuses de l'économiste.

Avec l'équipe du SCFP, nous avons précédemment décelé les erreurs de méthodologie de M. Garcia, mais n'avons pas donné suite à ses affirmations. Pourquoi? Pour ne pas donner inutilement de publicité à un pseudo-économiste qui se démarque par son manque de rigueur et d'objectivité, porte-parole du think tank de droite qu'est l'Institut économique de Montréal et qui n'a qu'une seule obsession, **la privatisation d'Hydro-Québec**.

Nous ne pouvons qu'être déçus de voir Pierre Fortin reprendre les résultats de cette étude sans plus de rigueur et d'objectivité que n'a démontrées M. Garcia. C'est d'ailleurs là que le bât blesse: où était donc l'élite économique lorsqu'il était question de dénoncer l'ingérence du gouvernement pour favoriser l'achat d'énergie dont nous n'avions pas besoin, à gros prix et à long terme?

On n'a pas non plus entendu de grand tollé lorsque nous apprenions qu'Hydro-Québec devait acheter l'énergie de Rio Tinto durant le lock-out au Saguenay, ni à propos des versements à TransCanada Energy, rémunérée pour ne pas faire fonctionner la centrale au gaz de Bécancour.

Comment se fait-il qu'on n'entende pas des gens comme Pierre Fortin dénoncer vertement le projet de mini-centrale de Val-Jalbert, qui entraîne des coûts d'achat d'une énergie complètement inutile pour Hydro-Québec qui s'additionneront aux 500 millions de dollars en pure perte?

Nous nous inquiétons de ce manque d'objectivité d'une certaine élite économique qui semble approuver les 2000 suppressions de postes à la société d'État annoncées dans le budget Marceau, même si celles-ci

ne s'appuient sur rien d'autre que des prétentions trop peu étayées. Cette même élite ferme les yeux sur les aberrations qui mènent lentement à une privatisation discrète d'Hydro-Québec.

Pas un mot non plus sur le fait que notre société d'État rapporte plus dans les coffres de l'état que l'ensemble des 300 000 compagnies privées qui paient de l'impôt au Québec malgré des tarifs parmi les plus bas en Amérique du Nord, malgré aussi qu'à la demande du gouvernement, Hydro-Québec ampute ses profits pour subventionner l'entreprise privée : quelque 3 milliards chaque année uniquement pour les alumineries.

Il n'y a pas que les syndicats qui devraient s'inquiéter présentement!